



"La situation des réfugiés palestiniens ne fait qu'empirer"

Karen Koning AbuZayd, commissaire générale de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche Orient (UNRWA), a visité ce mardi 11 novembre le Parlement européen. A cette occasion, elle a décrit la situation de nombre de ces réfugiés comme un état de "désespoir, de frustration et de colère".

A la réunion de la commission parlementaire des affaires étrangères, vous avez mentionné les mauvaises conditions de vie des Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie. Quelle est la situation ?

Mme Karen Koning Abuzayd: La situation, particulièrement à Gaza, est critique et cela empire chaque jour à cause du renforcement des barrages: à chaque fois, l'accès de moins en moins de choses est autorisé. Il existe seulement une autorisation de base pour l'aide humanitaire et les médicaments. Cela fait huit ans que les gens vivent de rations qui leur sont envoyées, qui ne sont que des quantités de base. Ce n'est pas très sain car ces rations représentent seulement 60% des calories dont ils ont besoin. Ces personnes sont privées de presque tout: internet, électricité, etc. Nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir afin de permettre l'accès à l'école primaire et aux soins de santé de base pour 60% de la population.

Les réfugiés palestiniens aimeraient quitter les camps, surtout pour leurs enfants, de sorte qu'ils puissent connaître un futur un peu plus rose. Ils ressentent un grand désespoir, de la frustration mais aussi de la colère de ne pas pouvoir offrir tout ce qu'ils aimeraient à leurs enfants. Il y a des parents qui ne travaillent pas et ne peuvent même pas mettre un morceau de pain sur la table.

Pensez-vous que la communauté internationale soit suffisamment engagée pour améliorer la situation des réfugiés au Liban, après les conflits armés de 2006 et 2007?

La situation des Palestiniens au Liban a toujours été parmi les pires, car ils n'ont jamais été autorisés à travailler et nous ne pouvons pas améliorer leurs conditions de vie dans les camps. Mais depuis 2005, cela a changé: les 30 000 personnes qui ont fui à cause de ces conflits vivaient dans des conditions relativement bonnes. Aujourd'hui, ils sont sans emploi et sans domicile. Ils vivent dans des maisons préfabriquées que nous avons construites pour eux. Pour améliorer leur situation, il faudra donc beaucoup de travail mais avec l'argent nécessaire, ils iront bien.

Quant aux réfugiés en Syrie et en Jordanie, nous ne parlons que rarement d'eux étant donné qu'ils vivent dans des endroits où il n'y a pas de conflit, où les gouvernements se comportent bien avec eux et où ils peuvent profiter pleinement de leurs droits de citoyens. Ils peuvent travailler, aller à l'université et ne vivent pas dans des camps

comme cela est le cas au Liban. Les réfugiés là-bas peuvent prendre soin d'eux-mêmes et n'ont pas besoin de toute cette aide humanitaire.

Qu'en est-il du conflit entre Israël et les Palestiniens. Présagez-vous un éventuel changement maintenant qu'un nouveau président américain a été élu?

En tout cas, c'est ce que nous espérons. Durant sa campagne, il s'est engagé à faire plus attention à ce problème s'il venait à gagner les élections. Nous espérons qu'il désignera au moins quelqu'un de haut niveau qui s'y intéressera à plein temps.

Que peut faire l'Union européenne afin d'augmenter sa contribution au processus de paix dans le Moyen Orient?

En parlant de contribution, nous avons toujours besoin de plus d'argent... Evidemment, avec la situation financière dans le monde, nous nous inquiétons de savoir si nous bénéficierons de davantage de fonds l'année prochaine.

En termes de processus de paix, l'Union européenne et les Européens sont perçus comme étant neutres dans le Moyen-Orient; ils peuvent s'adresser aux deux parties et peuvent transmettre des messages tout en restant impartiaux. Nous pensons également que les Européens sont les champions des droits de l'Homme et du droit international en matière d'humanitaire. Ils sont exigeants avec leurs partenaires, les gouvernements et nous-mêmes. Nous avons besoin d'un processus d'inclusion, de principe, qui serait basé sur les droits, ceux des Palestiniens ainsi que ceux des Israéliens. Nous sommes convaincus que les Européens sont bien placés pour pouvoir pousser ce genre de stratégie et c'est ce que nous leur demandons.